



**ARRÊTÉ PORTANT AUTORISATION  
D'OCCUPATION TEMPORAIRE AU  
CESI ECOLE D'INGENIEURS  
Madame RABAUD Amélie  
Journée de rentrée des étudiants CESI (cohésion)  
Ile de Bourgines**

**Service Police Administrative  
AR/2026/885**

**LE MAIRE D'ANGOULÊME,**

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- **VU** le Code de la Voirie Routière,
- **VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment son article L 2122-1,
- **VU** le Code du Commerce,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal en date du 3 décembre 2025 relatives aux tarifs municipaux pour l'année 2026, révisable au 1<sup>er</sup> janvier 2027.
- **VU** l'arrêté N° 2026-558 du 10 juin 2026, portant délégation de fonctions et de signatures à Monsieur Guillaume CHUPIN, l'Adjoint délégué aux travaux, à la vie quotidienne, à la propreté urbaine, au stationnement et à la lutte contre les nuisibles.
- **VU** la demande en date du 27 juillet 2026 par laquelle le CESI représenté par Madame RABAUD Amélie sollicite une demande d'emplacement, à l'Ile de Bourgines, à Angoulême, en vue d'organiser une journée cohésion pour la rentrée des étudiants du CESI.
- **CONSIDÉRANT** que toutes les occupations du domaine public nécessitent une autorisation,
- **CONSIDÉRANT** qu'une autorisation d'occupation du domaine public implique une redevance dans les conditions fixées par voie législative ou par voie réglementaire et qu'il revient à Monsieur le Maire, ou son représentant, au titre de ses prérogatives, d'édicter une telle autorisation et d'en fixer les conditions ;

**- A R R Ê T É -**

**ARTICLE 1 : Objet :** Madame RABAUD Amélie en sa qualité de référente est autorisée à occuper le domaine public dans les conditions prescrites par les dispositions du présent arrêté, en vue d'organiser une manifestation de cohésion interne.  
Le titulaire de l'autorisation sera identifié par le terme bénéficiaire de l'autorisation ou encore occupant.

**ARTICLE 2 : Durée :** La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable pour la journée suivante : **du vendredi 2 octobre 2026 de 10h00 à 18h00. Ces horaires comprennent la période de montage et de démontage.**

Elle est personnelle, incessible.

**ARTICLE 3 : Espace concerné :** L'occupant disposera d'un droit d'occupation du domaine public comme suit : **Ile de Bourgines.**

**ARTICLE 4 : vente autorisée :** distribution de denrées à titre gracieux.

**ARTICLE 5 : Prescriptions techniques particulières :** Le bénéficiaire devra laisser un passage de **1,40 mètres** minimum sur le domaine public réservé à ces fins pour des raisons de sécurité et d'hygiène.

**ARTICLE 6 : Redevance :** L'occupation temporaire du domaine public donne lieu, par principe à la perception d'une redevance suivant les tarifs établis par délibérations du Conseil Municipal.

Les associations à but non lucratif étant exemptées du paiement de l'occupation du domaine public aucun encaissement ne sera réalisé.

**ARTICLE 7 : Validité :** La présente autorisation est révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par l'occupant, des conditions précitées, ou pour toute autre raison d'intérêt général.

**ARTICLE 8 : Renouvellement ou autres modifications des présentes :** Toute demande de renouvellement doit faire l'objet d'une demande expresse par écrit au moins un mois avant le terme de la présente autorisation, et sous réserve d'acception, fera l'objet d'un nouvel arrêté portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public.

La présente autorisation ne s'applique pas pour les manifestations exceptionnelles. Une demande spécifique est à adresser à la Mairie 15 jours au moins avant la manifestation. Elle fera l'objet d'une autorisation sous forme d'arrêté.

**ARTICLE 9 : Responsabilité :** L'occupant veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toutes les périodes d'occupation. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, le bénéficiaire sera mis en demeure d'y remédier, dans un délai au terme duquel l'administration se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

**ARTICLE 10 :** La Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- transmis à la Préfecture de Charente,
- publié
- notifié à l'intéressé(e).

Ampliation adressée au :

- la régie des droits de place

**ARTICLE 11 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de la Commune d'Angoulême dans un délai de deux mois à compter de son affichage ou de sa notification.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Poitiers, 15 rue de Blossac 86000 POITIERS, dans un délai de deux mois à compter de la notification ou l'affichage de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ce recours peut être déposé sur application internet Télérecours citoyens, en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ANGOULÊME, Hôtel de Ville**

**Le 24 août 2026**

**Pour le Maire et par délégation**

**L'Adjoint délégué aux Travaux, à la Vie Quotidienne, à la Propreté Urbaine, au Stationnement et à la lutte contre les nuisibles.**



**Guillaume CHUPIN**

Notifié le,  
Certifié exécutoire,  
Pour le Maire et par délégation,

Envoyé en préfecture le 11/09/2026

Reçu en préfecture le 11/09/2026

Publié le 14/09/2026



ID : 016-211600150-20260824-AR\_2026\_885-AR



**ARRÊTÉ PORTANT AUTORISATION  
D'OCCUPATION TEMPORAIRE A  
UDAF DE LA CHARENTE  
Monsieur Daniel ARTIS  
Activités en extérieur entre salariés - Olympiades  
Aire de jeu Bourgines  
Report de dates**

**Service Police Administrative  
AR/2026/942**

**LE MAIRE D'ANGOULÊME,**

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- **VU** le Code de la Voirie Routière,
- **VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment son article L 2122-1,
- **VU** le Code du Commerce,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal en date du 3 décembre 2025 relatives aux tarifs municipaux pour l'année 2026, révisable au 1<sup>er</sup> janvier 2027.
- **VU** l'arrêté N° 2026-558 du 20 mai 2026, portant délégation de fonctions et de signatures à Monsieur Guillaume CHUPIN, l'Adjoint délégué aux travaux, à la vie quotidienne, à la propreté urbaine, au stationnement et à la lutte contre les nuisibles. '
- **VU** la demande en date du 4 juin 2026 par laquelle l'association UDAF DE LA CHARENTE représentée par Monsieur ARTIS Daniel, sollicite une demande d'emplacement à l'aire de jeu de Bourgines, à Angoulême, en vue d'organiser des activités en extérieur entre salariés.
- **CONSIDÉRANT** que toutes les occupations du domaine public nécessitent une autorisation,
- **CONSIDÉRANT** qu'une autorisation d'occupation du domaine public implique une redevance dans les conditions fixées par voie législative ou par voie réglementaire et qu'il revient à Monsieur le Maire, ou son représentant, au titre de ses prérogatives, d'édicter une telle autorisation et d'en fixer les conditions ;

**- A R R Ê T É -**

**ARTICLE 1 : Objet :** Monsieur ARTIS Daniel en sa qualité de référent est autorisé à occuper le domaine public dans les conditions prescrites par les dispositions du présent arrêté, en vue d'organiser la manifestation sportive et culturelle.  
Le titulaire de l'autorisation sera identifié par le terme bénéficiaire de l'autorisation ou encore occupant.

**ARTICLE 2 : Durée :** La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable pour la période du **lundi 21 septembre 2026 de 10h30 à 17h30. Ces horaires comprennent la période de montage et démontage.**  
Elle est personnelle, incessible.

**ARTICLE 3 : Espace concerné :** L'occupant disposera d'un droit d'occupation du domaine public comme suit : **Aire de jeu – Bourgines.**

**ARTICLE 4 : vente autorisée :** Pas de vente de denrées.

**ARTICLE 5 : Prescriptions techniques particulières :** Le bénéficiaire devra laisser un passage de **1,40 mètres** minimum sur le domaine public réservé à ces fins pour des raisons de sécurité et d'hygiène.

**ARTICLE 6 : Redevance :** L'occupation temporaire du domaine public donne lieu, par principe à la perception d'une redevance suivant les tarifs établis par délibérations du Conseil Municipal.  
Les associations à but non lucratif bénéficient de la gratuité pour l'occupation du domaine public aucun encaissement ne sera réalisé.

**ARTICLE 7 : Validité :** La présente autorisation est révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par l'occupant, des conditions précitées, ou pour toute autre raison d'intérêt général.

**ARTICLE 8 : Renouvellement ou autres modifications des présentes :** Toute demande de renouvellement doit faire l'objet d'une demande expresse par écrit au moins un mois avant le terme de la présente autorisation, et sous réserve d'acception, fera l'objet d'un nouvel arrêté portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public.  
La présente autorisation ne s'applique pas pour les manifestations exceptionnelles. Une demande spécifique est à adresser à la Mairie 15 jours au moins avant la manifestation. Elle fera l'objet d'une autorisation sous forme d'arrêté.

**ARTICLE 9 : Responsabilité :** L'occupant veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toutes les périodes d'occupation. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, le bénéficiaire sera mis en demeure d'y remédier, dans un délai au terme duquel l'administration se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

**ARTICLE 10 :** La Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- transmis à la Préfecture de Charente,
- publié
- notifié à l'intéressé(e).

Ampliation adressée au :

- la régie des droits de place

**ARTICLE 11 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de la Commune d'Angoulême dans un délai de deux mois à compter de son affichage ou de sa notification.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Poitiers, 15 rue de Blossac 86000 POITIERS, dans un délai de deux mois à compter de la notification ou l'affichage de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ce recours peut être déposé sur application internet Télérecours citoyens, en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ANGOULÊME, Hôtel de Ville**

**Le 18 août 2026**

**Pour le Maire et par délégation**

**L'Adjoint délégué aux Travaux, à la Vie Quotidienne, à la Propreté Urbaine, au Stationnement et à la lutte contre les nuisibles.**



**Guillaume CHUPIN**

Notifié le,  
Certifié exécutoire,  
Pour le Maire et par délégation,



**ARRÊTÉ PORTANT AUTORISATION  
D'OCCUPATION TEMPORAIRE AU  
SERVICE DEVELOPPEMENT SOCIAL ET TERRITORIAL  
Madame BARBIER Nicole  
Inauguration des locaux OPH du Centre  
Commercial Bel Air La Grand Font  
20 rue de la Tour d'Auvergne**

**Service Police Administrative  
AR/2026/ 943**

**LE MAIRE D'ANGOULÊME,**

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- **VU** le Code de la Voirie Routière,
- **VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment son article L 2122-1,
- **VU** le Code du Commerce,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal en date du 3 décembre 2025 relatives aux tarifs municipaux pour l'année 2026, révisable au 1<sup>er</sup> janvier 2027.
- **VU** l'arrêté n° 2026-558 du 10 juin, 2026, portant délégation de fonctions et de signatures à Monsieur Guillaume CHUPIN, l'Adjoint délégué aux travaux, à la vie quotidienne, à la propreté urbaine, au stationnement et à la lutte contre les nuisibles. (par délégation Madame Valérie CINQUALBRE, Directrice Générale des Services)
- **VU** la demande en date du 7 septembre 2026 par laquelle le Service Développement Social et Territorial de la Ville d'Angoulême représenté par Madame BARBIER Nicole, sollicite une demande d'emplacement, 20 rue de la Tour d'Auvergne à Angoulême, en vue d'organiser une inauguration des locaux OPH.
- **CONSIDÉRANT** que toutes les occupations du domaine public nécessitent une autorisation,
- **CONSIDÉRANT** qu'une autorisation d'occupation du domaine public implique une redevance dans les conditions fixées par voie législative ou par voie réglementaire et qu'il revient à Monsieur le Maire, ou son représentant, au titre de ses prérogatives, d'édicter une telle autorisation et d'en fixer les conditions ;

**- A R R Ê T É -**

**ARTICLE 1 : Objet :** Madame BARBIER Nicole en sa qualité de référente est autorisée à occuper le domaine public dans les conditions prescrites par les dispositions du présent arrêté, en vue d'organiser une inauguration.  
Le titulaire de l'autorisation sera identifié par le terme bénéficiaire de l'autorisation ou encore occupant.

**ARTICLE 2 : Durée :** La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable pour la journée du **mercredi 16 septembre 2026 de 10h00 à 17h00. Ces horaires comprennent les périodes de montage et de démontage.**  
Elle est personnelle, incessible.

**ARTICLE 3 : Espace concerné :** L'occupant disposera d'un droit d'occupation du domaine public comme suit : **20 rue de la Tour d'Auvergne.**

**ARTICLE 4 : vente autorisée :** Pas de vente.

**ARTICLE 5 : Prescriptions techniques particulières :** Le bénéficiaire devra laisser un passage de **1,40 mètres** minimum sur le domaine public réservé à ces fins pour des raisons de sécurité et d'hygiène.

**ARTICLE 6 : Redevance :** L'occupation temporaire du domaine public donne lieu, par principe à la perception d'une redevance suivant les tarifs établis par délibérations du Conseil Municipal.  
Les associations à but non lucratif bénéficient de la gratuité pour l'occupation du domaine public aucun encaissement ne sera réalisé.

**ARTICLE 7 : Validité :** La présente autorisation est révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par l'occupant, des conditions précitées, ou pour toute autre raison d'intérêt général.

**ARTICLE 8 : Renouvellement ou autres modifications des présentes :** Toute demande de renouvellement doit faire l'objet d'une demande expresse par écrit au moins un mois avant le terme de la présente autorisation, et sous réserve d'acception, fera l'objet d'un nouvel arrêté portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public.  
La présente autorisation ne s'applique pas pour les manifestations exceptionnelles. Une demande spécifique est à adresser à la Mairie 15 jours au moins avant la manifestation. Elle fera l'objet d'une autorisation sous forme d'arrêté.

**ARTICLE 9 : Responsabilité :** L'occupant veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toutes les périodes d'occupation. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, le bénéficiaire sera mis en demeure d'y remédier, dans un délai au terme duquel l'administration se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

**ARTICLE 10 :** La Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- transmis à la Préfecture de Charente,
- publié
- notifié à l'intéressé(e).

Ampliation adressée au :

- la régie des droits de place

**ARTICLE 11 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de la Commune d'Angoulême dans un délai de deux mois à compter de son affichage ou de sa notification.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Poitiers, 15 rue de Blossac 86000 POITIERS, dans un délai de deux mois à compter de la notification ou l'affichage de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ce recours peut être déposé sur application internet Télérecours citoyens, en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ANGOULÊME, Hôtel de Ville**

**Le 7 septembre 2026**

**Pour le Maire et par délégation**

**L'Adjoint délégué aux Travaux, à la Vie Quotidienne, à la Propreté Urbaine, au Stationnement et à la lutte contre les nuisibles.**



**Guillaume CHUPIN**

Notifié le,  
Certifié exécutoire,  
Pour le Maire et par délégation,

Envoyé en préfecture le 11/09/2026

Reçu en préfecture le 11/09/2026

Publié le 14/09/2026



ID : 016-211600150-20260907-AR\_2026\_943-AR



**ARRÊTÉ PORTANT AUTORISATION  
D'OCCUPATION TEMPORAIRE AU  
PLANNING FAMILIAL 16  
Madame CHOCQ Alice  
Journée Internationale pour le droit à l'avortement  
Place du Palet**

**Service Police Administrative  
AR/2026/944**

**LE MAIRE D'ANGOULÊME,**

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- **VU** le Code de la Voirie Routière,
- **VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment son article L 2122-1,
- **VU** le Code du Commerce,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal en date du 3 décembre 2025 relatives aux tarifs municipaux pour l'année 2026, révisable au 1<sup>er</sup> janvier 2027.
- **VU** l'arrêté N° 2026-558 du 10 juin 2026, portant délégation de fonctions et de signatures à Monsieur Guillaume CHUPIN, l'Adjoint délégué aux travaux, à la vie quotidienne, à la propreté urbaine, au stationnement et à la lutte contre les nuisibles. '
- **VU** la demande en date du 27 août 2026 par laquelle le Planning Familial 16 représenté par Madame CHOCQ Alice, sollicite une demande d'emplacement place du Palet à Angoulême, en vue d'organiser une journée Internationale pour le droit à l'avortement.
- **CONSIDÉRANT** que toutes les occupations du domaine public nécessitent une autorisation,
- **CONSIDÉRANT** qu'une autorisation d'occupation du domaine public implique une redevance dans les conditions fixées par voie législative ou par voie réglementaire et qu'il revient à Monsieur le Maire, ou son représentant, au titre de ses prérogatives, d'édicter une telle autorisation et d'en fixer les conditions ;

**- A R R Ê T É -**

**ARTICLE 1 : Objet :** Madame CHOCQ Alice en sa qualité de référente est autorisée à occuper le domaine public dans les conditions prescrites par les dispositions du présent arrêté, en vue d'organiser la manifestation culturelle.  
Le titulaire de l'autorisation sera identifié par le terme bénéficiaire de l'autorisation ou encore occupant.

**ARTICLE 2 : Durée :** La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable pour la période du **samedi 26 septembre 2026 de 10h00 à 18h30. Ces horaires comprennent la période de montage et démontage.**

Elle est personnelle, incessible.

**ARTICLE 3 : Espace concerné :** L'occupant disposera d'un droit d'occupation du domaine public comme suit : **Place du Palet**

**ARTICLE 4 : vente autorisée :** Pas de vente.

**ARTICLE 5 : Prescriptions techniques particulières :** Le bénéficiaire devra laisser un passage de **1,40 mètres** minimum sur le domaine public réservé à ces fins pour des raisons de sécurité et d'hygiène.

**ARTICLE 6 : Redevance :** L'occupation temporaire du domaine public donne lieu, par principe à la perception d'une redevance suivant les tarifs établis par délibérations du Conseil Municipal.

Les associations à but non lucratif bénéficient de la gratuité pour l'occupation du domaine public aucun encaissement ne sera réalisé.

**ARTICLE 7 : Validité :** La présente autorisation est révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par l'occupant, des conditions précitées, ou pour toute autre raison d'intérêt général.

**ARTICLE 8 : Renouvellement ou autres modifications des présentes :** Toute demande de renouvellement doit faire l'objet d'une demande expresse par écrit au moins un mois avant le terme de la présente autorisation, et sous réserve d'acception, fera l'objet d'un nouvel arrêté portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public.

La présente autorisation ne s'applique pas pour les manifestations exceptionnelles. Une demande spécifique est à adresser à la Mairie 15 jours au moins avant la manifestation. Elle fera l'objet d'une autorisation sous forme d'arrêté.

**ARTICLE 9 : Responsabilité :** L'occupant veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toutes les périodes d'occupation. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, le bénéficiaire sera mis en demeure d'y remédier, dans un délai au terme duquel l'administration se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

**ARTICLE 10 :** La Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- transmis à la Préfecture de Charente,
- publié
- notifié à l'intéressé(e).

Ampliation adressée au :

- la régie des droits de place

**ARTICLE 11 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de la Commune d'Angoulême dans un délai de deux mois à compter de son affichage ou de sa notification.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Poitiers, 15 rue de Blossac 86000 POITIERS, dans un délai de deux mois à compter de la notification ou l'affichage de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ce recours peut être déposé sur application internet Télérecours citoyens, en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ANGOULÊME, Hôtel de Ville**

**Le 7 septembre 2026**

**Pour le Maire et par délégation**

**L'Adjoint délégué aux Travaux, à la Vie Quotidienne, à la Propreté Urbaine, au Stationnement et à la lutte contre les nuisibles.**



**Guillaume CHUPIN**

Notifié le,  
Certifié exécutoire,  
Pour le Maire et par délégation,